

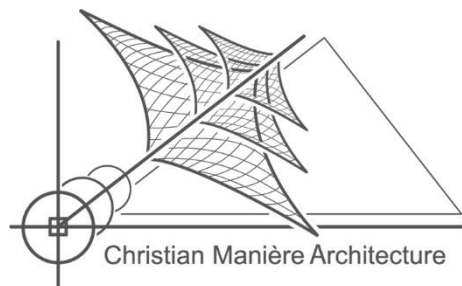
RELOCALISATION et RENOVATION THERMIQUE des SERVICES TECHNIQUES

Rue Neuve

27610 ROMILLY SUR ANDELLE

CCTP GENERALITES TOUS CORPS D'ETAT

MAITRE D'ŒUVRE :



**Cabinet d'Architecture C.M.A. Eurl.
Christian MANIERE Architecte Dplg.**

Eurl au Capital de 100.000 Euros - Siret 382 859 429 00054.

29, rue du Général de Gaulle - 27100 LE VAUDREUIL

Tel : 02.32.48.12.05 Fax : 02.32.48.12.35

Courriel : contact@manierearchitecture.fr

MAITRE DE L'OUVRAGE :

COMMUNE de ROMILLY SUR ANDELLE

1, rue Neuve

27610 ROMILLY SUR ANDELLE

**RELOCALISATION et RENOVATION THERMIQUE des
SERVICES TECHNIQUES**

Rue Neuve

27610 ROMILLY SUR ANDELLE

C.C.T.P

Cahier des Clauses Techniques Particulières

GENERALITES TOUS CORPS D'ETATS

DOSSIER de CONSULTATION des ENTREPRISES

**Dressé : Mars 2024
Modifié :**

1 GENERALITES

1.1 DEFINITIONS du PROJET

1.1.1 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

Les travaux nécessaires à la réalisation de l'ensemble de toutes les phases et taches du présent projet sont répartis dans les lots suivants :

LOT 1	MACONNERIE et AUTRES OUVRAGES
LOT 2	SERRURERIE et BARDAGES
LOT 3	MENUISERIES EXTERIEURES et AUTRES
LOT 4	MENUISERIE INTERIEURE - CLOISONS – PLAFONDS DOUBLAGES - ISOLATION
LOT 5	ELECTRICITE Courants Forts – Courants faibles
LOT 6	PLOMBERIE - SANITAIRE – CHAUFFAGE - VENTILATION
LOT 7	PEINTURE – REVETEMENTS de SOLS - FAIENCE

1.2 CONDITIONS D'EXECUTION T.C.E.

1.2.1 ETUDE et VERIFICATIONS PREALABLES

Il est expressément convenu que les Entrepreneurs ont une obligation de résultat.

A ce titre il se doivent de réaliser une étude globale du projet concernant sa spécificité, de façon à respecter toutes les exigences de cette opération.

Les Entrepreneurs s'étant rendus compte des exigences liées au site, des travaux à exécuter, de leur importance, des difficultés pouvant survenir au cours de travaux, ne pourront prétendre à aucun recours ni aucune indemnisation pour une omission de texte de référence au présent Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Celui-ci n'étant qu'un énoncé aussi détaillé que possible des qualités et travaux composant les éléments de l'ensemble à réaliser, celui-ci n'est pas limitatif.

La présentation de l'offre implique obligatoirement une bonne connaissance du corps de bâtiment, du site, des états et tiers existant, et des sujétions qu'ils impliquent.

Aucune plus-value ne sera admise au titre de difficultés engendrées par l'état existant.

Les Entrepreneurs sont tenus de vérifier toutes les cotes des ouvrages qu'ils auront à exécuter.

En cas d'erreur ou d'omission, ils devront avertir l'Architecte avant tout début d'exécution, faute de quoi ils en seront tenus responsables.

Les Entrepreneurs ne pourront apporter aucune modification sur une ou plusieurs parties de l'ensemble à réaliser sans consulter au préalable l'Architecte et le Maître de l'Ouvrage.

Les Entrepreneurs devront obtenir tous renseignements complémentaires sur tous les points leur paraissant douteux ou imprécis, faute de quoi ils seront tenus pour seuls responsables des erreurs ou fautes qui en découleraient ou des retards qu'elles pourraient provoquer sur la bonne marche de l'ensemble des travaux. Les Entrepreneurs devront prendre connaissance de l'ensemble du CCTP de tous les lots pour examiner et tenir compte des exigences des travaux de chacun d'eux sur ses propres ouvrages.

1 . 2 . 2 DOCUMENTS et PIECES ECRITES

Plans au 1.50eme des existants et du Projet.

Le C.C.T. P. Généralités TCE

Le CCTP par lot de travaux.

Les D.P.G.F.

Le Diagnostic Amiante avant Travaux.

1 . 2 . 3 PLANS ARCHITECTE

La nomenclature sera celle indiquée sur le cartouche des plans.

L'attention des Entrepreneurs est attirée sur le fait que les quantités indiquées au cadre bordereau du D.P.G.F joint aux CCTP par lot devront être vérifiées selon la méthode qu'il choisira et sous son entière responsabilité.

Les plans se voulant le plus complet possible, l'Entrepreneur pourra interroger tous les intervenants de l'étude préalable pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui pourraient lui être nécessaires.

1 . 2 . 4 NORMES – REGLEMENTS - DOCUMENTS

Les Entrepreneurs s'étant rendus compte des travaux à réaliser dans le cadre du présent CCTP et selon les plans de projet joints.

Après les avoir complétés par leurs connaissances personnelles et procédé aux études techniques, ils ne pourront prétendre à aucune majoration de prix pour des travaux complémentaires qui s'avèreraient nécessaires en cours d'exécution.

Il est bien entendu que tous les matériaux, articles manufacturés, préfabriqués ou fabriqués, leurs liants ainsi que leur mise en œuvre, devront correspondre, pour chaque lot, aux Normes, DTU et prescriptions de pose. Les Documents ci-dessous énumérés, bien que non joints au présent Marché, sont réputés connus des Entrepreneurs et des Parties contractantes qui en reconnaissent le caractère contractuel.

- Cahier des Clauses Techniques Générales (cctg) - Code de la Construction et de l'Habitat - Code du Travail.
- Les Avis du CSTB et agréments du MARC pour les procédés de construction, ouvrages et matériaux non traditionnels.
- L'ensemble des Normes Françaises (nf) de A à X et des DTU.
- L'ensemble des Documents Techniques Unifiés régissant l'exécution des travaux pour chaque corps d'état.
- Les Règlements Préfectoraux et Communaux.
- Les Règlements et Normes locaux des Services EDF – GDF – Télécom et Service des eaux.

Tous les travaux tels qu'ils sont énumérés dans les différents lots devront répondre en tant que qualité, à l'espèce indiquée, en tant que mise en œuvre au CCTG, constitué par les documents approuvés ou maintenus en vigueur par le Décret du 2 septembre 1980, la Circulaire 1620 du 16 octobre 1980 et l'instruction des Administrations concernées pour les cas propres EDF-GDF, VOIRIE, TELECOM, HYGIENE et SECURITE.

1 . 2 . 5 ETENDUE DES TRAVAUX

Le présent CCTP est rédigé de façon à donner le plus grand nombre de précisions et de détails sur les travaux à exécuter.

Dans le cadre d'un Marché en corps d'états séparés chaque Entrepreneur devra prendre connaissance des CCTP des autres corps d'état et il sera considéré comme connaissant ses limites par rapport aux autres corps d'état.

Il ne pourra ignorer la conception générale de l'ensemble et il exécutera ses propres ouvrages en corrélation avec chacun des intervenants.

1.2.6 VERIFICATION

Les Entrepreneurs auront à leur charge de vérifier en temps utile les cotes et plans des ouvrages, les dessins fournis par l'Architecte et faire compléter les indications qui leur paraîtraient insuffisantes.

En cas d'erreur, elles devront immédiatement les signaler, à défaut de quoi, ils seront seuls responsables des conséquences.

En cas de contestations dans les dessins et CCTP, en l'absence d'indication sur le mode de construction des ouvrages, la nature et la provenance des matériaux ou découvert d'une autre façon : chacun de ces cas sera signalé par l'Entrepreneur.

Les indications à suivre seront fixées par l'Architecte et l'Entrepreneur s'engagera à s'y conformer sans qu'il y ait de modification du prix.

Les Entreprises soumissionnaires seront réputées avoir pris connaissance des lieux et des conditions d'exécution des travaux, il ne sera admis aucun supplément de prix pouvant provenir d'une méconnaissance de ces deux points.

1.2.7 PRESENTATION DES PARTIES / COMMUNICATION ENTRE ELLES

Les Entreprises sont tenues d'assister aux rendez-vous de chantier tant pendant la période de préparation que pendant la période d'exécution.

Les Entreprises seront représentées pendant toute la période d'exécution par la même Personne physique. Cet Agent ou Personne, sera dûment mandaté et devra avoir tous pouvoirs de décision nécessaire à la bonne marche du chantier.

Toutes absences injustifiées de cet agent qualifié et ayant qualité sera pénalisée et considérée comme une absence de l'Entrepreneur sur le chantier qui en supportera toutes les conséquences.

1.2.8 RECEPTION DES OUVRAGES

Chaque Entreprise doit enlever du chantier, avant la réception des ouvrages, les matériaux excédentaires, les installations de chantier et les déchets de toutes natures.

La réception des travaux a lieu en une seule fois, au complet achèvement des travaux définis dans les Conditions Générales d'Exécution.

Les Entreprises auront un délai de 15 (quinze) jours calendaires pour remédier et lever les réserves consignées aux procès-verbaux de Réception.

1.3 ORGANISATION GENERALE DES TRAVAUX

1.3.1 PROTECTION DES OUVRAGES

Chaque Entreprise doit la protection et le maintien en état de tous ses ouvrages et de toutes ses fournitures, jusqu'à la réception des travaux.

Il devra pourvoir au remplacement en cas de détérioration.

1.3.2 AUTORISATION

Les Entrepreneurs sont tenus, chacun en ce qui les concerne, d'obtenir toutes les autorisations nécessaires et préalables à tout commencement de chantier auprès des Services des eaux, concessionnaires, fermiers ou de tous autres services Publics ou concédés.

Après exécution, ils devront se faire délivrer par ces mêmes services, les Certificats de conformité correspondants.

1.3.3 COORDINATION

Pour assurer une bonne entente pendant la durée des travaux, les Entrepreneurs sont tenus de prendre connaissance de l'ensemble des travaux des autres corps d'état et de les tenir informés des incidences de leurs travaux sur leurs propres ouvrages.

1.3.4 PLANS D'ARCHITECTURE

Le présent projet à été dressé par :
Cabinet d'Architecture CMA Eurl
Christian MANIERE Architecte Dplg.
29, Rue du Général de gaulle.
27100 LE VAUDREUIL
Tel : 02.32.48.12.05.
Mail : contact@manierearchitecture.fr

1.3.5 MISSION O.P.C.

La mission d'O.P.C pour la réalisation du présent projet sera réalisée par :
Cabinet d'Architecture CMA Eurl
Christian MANIERE Architecte Dplg.
29, Rue du Général de gaulle.
27100 LE VAUDREUIL
Tel : 02.32.48.12.05.
Mail : contact@manierearchitecture.fr

1.3.6 CONTROLES

1. CONTROLE TECHNIQUE DES TRAVAUX :

Conformément aux dispositions de la Loi du 4 janvier 1978 concernant la « responsabilité et Assurance dans le domaine de la construction », le contrôle technique des travaux a été confié par le Maître de l'Ouvrage à :

SOCOTEC
Agence d'Evreux
495, rue Concorde
27930 GUICHAINVILLE

Tel : 06 40 69 90 23 - Mail : margot.delacour@socotec.com

Chargé des Missions type : LE + L et SEI.

2. COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE :

Conformément aux obligations relevant de la Loi n° 93 – 1418 du 31 décembre 1993 concernant la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, le Maître de l’Ouvrage a confié cette mission à :

APAVE
Agence de Rouen
2, rue des Mouettes
76132 MONT SAINT AIGNAN

Tel : 06 43 64 87 50 - Mail : julien.pyzik@apave.com

1.3.7 CONDUITE DES TRAVAUX

Il sera prévu une réunion de coordination hebdomadaire de chantier.

Les Entreprises sont tenues d’y assister lorsqu’elles sont convoquées dans le Procès-Verbal de compte-rendu de chantier.

Conformément au CCAP, toute absence fera l’objet d’une pénalité décomptée au décompte définitif des travaux, ainsi que les retards dépassant 30 minutes.

Un PV rendra compte de la réunion, rédigé par l’Architecte ou le pilote.

Les Entreprises dont la présence est indispensable seront convoquées par l’un d’eux.

Toutes les décisions prises en l’absence des Entreprises, bien que régulièrement convoquées, seront définitives.

1.3.8. PROGRAMME D’EXECUTION DES TRAVAUX

Les travaux seront exécutés en phases pour cadrer avec le planning général de l’opération.

L’exécution des travaux sera effectuée sous le contrôle et suivant les indications de l’Architecte.

Seul, celui-ci aura qualité pour juger de la bonne exécution des travaux et il pourra exiger de l’Entreprise toutes réfections ou reprise de travaux qu’il jugera nécessaires.

L’Entreprise ne pourra prétendre à aucune plus-value du fait des travaux complémentaires que ces opérations pourraient représenter par immobilisation de personnels ou de matériel.

Un planning « en travers » des travaux sera élaboré en accord avec les intéressés.

Il définira les dates d’intervention de chacun, dans les limites du planning général.

Quinze jours après la réception de ce planning, l’Entrepreneur est tenu de faire parvenir au Maître d’œuvre le calendrier d’exécution de sa spécialité et donner tous les renseignements nécessaires sur le matériel qu’il compte employer, ses prévisions d’approvisionnement en matériaux et la composition de sa main d’œuvre.

En cours de travaux, s’il est reconnu des difficultés, l’Entrepreneur pourra présenter une modification de son calendrier d’exécution.

En aucun cas, celui-ci ne saurait réduire la responsabilité de l’Entrepreneur ni conférer à ce calendrier une préséance quelconque sur les autres obligations contractuelles, notamment en ce qui concerne le délai d’achèvement des travaux.

1.3.9 DESSINS TECHNIQUES, PLANS D’EXECUTION ET D’ATELIER

Conformément aux articles du CCTP, le Maître d’œuvre, dans le cadre de sa mission, a établi les documents et spécifications qui y sont mentionnées.

Ces plans et prescriptions sont considérés comme contractuels et servent de guide à la mise au point et à la réalisation des plans d'exécution et d'atelier dus par les Entreprises.

En cas de contradiction entre plans, les plans dressés à la plus grande échelle ont la priorité sauf mention contraire précisée par l'Architecte.

Pendant la période de préparation du chantier qui suit la notification de son Marché, l'Entrepreneur produit à la Maîtrise d'œuvre tous les plans d'exécution ou d'atelier.

Ces dessins seront cotés avec le plus grand soin, tous les détails utiles y sont consignés de la manière la plus minutieuse et la plus complète.

Les plans d'atelier et de fabrication des ouvrages établis par l'Entrepreneur doivent toujours faire apparaître les ouvrages avec lesquels ils sont en contact ou dans lesquels ils s'insèrent avec figuration des organes de liaison, de fixation, etc. et des compléments d'isolation, d'étanchéité, de rattrapage des tolérances d'exécution contigus etc. et/ou nécessaires.

L'Entrepreneur demeure responsable de toutes les erreurs qu'il aurait pu commettre dans la préparation des dessins de détail de fabrication et d'atelier, ainsi que des erreurs qui peuvent être commises ultérieurement dans l'exécution.

Les dimensions et sections indiquées sur les plans et dans le CCTP sont à considérer comme des minima.

L'Entrepreneur, chargé des travaux, ne peut modifier ces dimensions qu'après accord avec le Maître d'œuvre.

Les plans d'atelier sont fournis pour approbation gracieusement au Maître de l'Ouvrage, Maître d'œuvre et Bureau de Contrôle.

Ils sont en outre fournis aux Entrepreneurs des corps d'état secondaires à qui ils sont nécessaires pour l'établissement de leurs propres plans ou pour la réalisation de leurs prestations.

1. 4 INSTALLATION DE CHANTIER

1. 4. 1 INSTALLATION DE CHANTIER

L'Entrepreneur du lot 2 sera chargé et astreint aux servitudes suivantes :

Conformément au P.G.C. du Coordonnateur S.P.S., le titulaire du lot 2 devra l'exécution des installations communes de chantier.

En outre, chaque Entreprise devra ses propres installations nécessaires à la réalisation de ses tâches et travaux.

1. 4. 2 AVANT LE COMMENCEMENT DES TRAVAUX

1 : Protection et organisation du chantier :

La zone de stockage du chantier devra être impérativement close et protégée pendant toute la durée des travaux par des grilles.

L'organisation du chantier devra être conforme au plan d'implantation réalisé par l'Entreprise du lot 2, en accord avec l'Architecte et le coordonnateur SPS.

Plus particulièrement, le cantonnement de ce chantier sera prévu de la façon suivante :

Le vestiaire de chantier, le réfectoire et le sanitaire avec lavabo sera mis à disposition des Personnels des Entreprises par le Maître de l'Ouvrage par une occupation partielle de ses installations de vestiaires et sanitaires.

Le bureau de chantier sera situé dans les bureaux du Maître d'Ouvrage délégué.

Ces équipements seront conçus pour abriter l'ensemble des ouvriers intervenant sur le chantier conformément aux directives du coordonnateur SPS et seront maintenus en parfait état de propreté et d'hygiène pendant toute la durée du chantier à la charge du lot 1.

Le chauffage sera assuré, une ligne de téléphone propre au chantier sera à disposition dans les bureaux.
Tous les travaux inhérents à l'installation du chantier pour une exécution conforme au plan mentionnant les emplacements des baraquements et dépôts de matériaux.

2 : Alimentation en eau et énergie électrique du chantier à prévoir :

Le branchement Electrique du chantier, sera réalisé par l'Entreprise du lot ELECTRICITE.

Le branchement sur le réseau d'eau du chantier sera réalisé par l'Entreprise du lot PLOMBERIE.

3 : Dans le bureau de chantier devront se trouver EN PERMANENCE :

- Le C.C.T.P.
- Le C.C.A.P.
- Un jeu complet des plans d'Architecte, des plans des lots techniques et le planning.
- Le Registre Journal du Coordonnateur de Sécurité.
- 1 exemplaire de tous les comptes-rendus des réunions de chantier.
- Les plans et descriptifs des lots techniques.
- Un échantillonnage des matériaux approuvés par l'Architecte.

4 : Fourniture et pose d'un panneau de chantier sur lequel seront indiqués :

- La nature des travaux.
- Le(s) Nom(s), raison sociale et coordonnées du Maitre de l'Ouvrage et Maitre d'Ouvrage délégué.
- Le Nom, raison sociale et coordonnées du Maitre d'œuvre.
- La raison sociale et coordonnées du cabinet en charge de la mission S.P.S. et le Nom du Coordonnateur.
- La raison sociale et coordonnées du Bureau de Contrôle.
- La liste des Entreprises par spécialités.

1.4.3 PENDANT LA DUREE DES TRAVAUX

- Maintenance en parfait état de propreté du chantier et de ses abords à charge, pour lui, de faire approuver une convention entre les corps d'état pour l'enlèvement des détritux, gravois de démolition autre que les siens.
- Application des règlements concernant la sécurité du chantier.

La prestation générale comprendra l'amenée et le repli de toutes les installations.

L'emprise du chantier sera déterminée sur proposition de l'Entreprise au Coordinateur SPS et au Maitre d'œuvre puis, sera accepté par la Maitre de l'Ouvrage.

1.5 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

1.5.1 COMPTE PRORATA

OUI.

1.5.2 ECHAFAUDAGE ET PROTECTION

La fourniture, la pose et la dépose des échafaudages, filets et protections sont à la charge de chaque Entreprise adjudicataire.

Les échafaudages seront installés en préalable à toute exécution et seront maintenus en place jusqu'à l'achèvement des ouvrages.

Chaque Entreprise, pendant la durée du chantier devra les échafaudages, filets, garde-corps, planchers de garantie, etc.... complémentaires et nécessaires à la sécurité de ses propres travaux.

Chaque Entreprise devra ses propres protections provisoires afin d'assurer une protection totale pendant la réalisation de ses propres travaux.

Chaque Entreprise, pendant les travaux, conserve sa propre responsabilité pour l'usage de ses moyens de protection par rapport à tous les autres intervenants.

Tous ces ouvrages seront réalisés conformément aux règlements de sécurité imposés sur le chantier et seront maintenus jusqu'à la fin des travaux, même si l'Entreprise ayant mis en œuvre les moyens à fini les travaux qui lui ont été confiés bien avant les autres corps d'état.

1.5.3. MESURE DE SECURITE

L'Entrepreneur devra, sans prétendre à indemnité, prendre toutes les mesures nécessaires à la protection et à la sécurité de ses ouvrages.

Les barrières et protections seront propres à chaque tâche.

Il restera seul responsable de tous les dommages que pourrait provoquer l'insuffisance de ces mesures.

Les tranchées coupant les voies ne pourront en aucun cas interdire la circulation dans ces voies, sauf après approbation écrite.

L'Entrepreneur devra tous les blindages, étaielements, époussements destinés à assurer la bonne tenue et l'assèchement des tranchées pendant tout le temps de leur ouverture.

1.5.4 RESERVATIONS

Les réservations nécessaires au passage ou à la fixation des ouvrages devront être communiquées à l'architecte et au Bureau de Contrôle, au minimum QUINZE jours avant le démarrage des travaux.

Ces travaux devront être exécutés par l'Entrepreneur du lot concerné à ses frais et risques.

Le bouchage des réservations sera réalisé par le corps d'état concerné après exécution.

1.5.5 PERCEMENTS - SAIGNEES

Chaque corps d'état doit effectuer lui-même et à ses frais, sauf cas particuliers indiqués ci-dessous, tous travaux de percements et saignées nécessaires à l'exécution de ses ouvrages.

Il appartiendra à chaque corps d'état de signaler, durant la période de préparation, à l'Architecte et à chaque Entreprise intéressée, ses besoins, en coordination avec le Maître de l'Ouvrage.

1.5.6 NETTOYAGE

Pendant la durée du chantier, les abords seront accessibles et débarrassés de tous les matériaux au fur et à mesure.

Le chantier sera maintenu en constant état de propreté.

Les Entrepreneurs devront enlever les débris et gravois causés par leurs propres travaux et laisser place nette chaque soir ou après chaque intervention.

Les Entrepreneurs reconnaissent formellement avoir été informés de l'obligation du respect absolu de cette sujétion et déclarent expressément en avoir tenu compte dans leur forfait.

Après achèvement des travaux, chaque Entrepreneur devra débarrasser les locaux de tous matériels ou matériaux amenés sur le chantier pour l'exécution et appartenant à son Entreprise.

A la réception, l'ensemble des ouvrages présentera un état parfait d'exécution et de propreté.

Au cas où des défaillances seraient constatées concernant la propreté du chantier, l'Architecte pourra faire procéder par une Entreprise de son choix aux nettoyages nécessaires aux frais avancés et dépens de l'Entreprise fautive ou bien conjointement et solidairement, s'il estime que l'ensemble des intervenants sont en cause.

1.5.7 DEGRADATIONS ET BRIS

Chaque Entrepreneur sera seul responsable des dégradations ou avaries pouvant éprouver ses ouvrages et matériaux pendant la durée des travaux.

L'entrepreneur de chaque lot doit pendant toute la durée des travaux la protection :

- Mécanique contre les ébranlements et les chocs.
- Les arêtes et saillies contre les épaufrures.
- Les divers revêtements avant mise en service et enlèvement de ceux-ci.
- Il doit la réfection des ouvrages défectueux constatés soit en cours de travaux ou soit à la réception.
- La protection à la chute par tous moyens agréés aux droits de toutes les ouvertures sur un vide, (balcons, trémies, toitures, etc...), y compris la mise en place d'un platelage au droit des trémies d'escalier avec trappe de 80 x 80 sur charnières.

Ces protections seront maintenues jusqu'à la fin du chantier.

En conséquence jusqu'à la réception de tous ses travaux, la réparation des dégâts et de toutes leurs conséquences seront exclusivement à sa charge qu'elle qu'en soit la cause.

1.5.8 TRAITS DE NIVEAU

S'agissant de la rénovation de bâtiments existants, les Entrepreneurs devront respecter les niveaux actuels en ce qui concerne l'aménagement.

En ce qui concerne les ouvrages intérieurs, les Entreprises des lots concernés auront en charge la mise en place des niveaux de recollement selon projet.

En ce qui concerne les ouvrages, l'Entreprise du Lot 1 aura à sa charge toutes les implantations et nivellements à mettre en œuvre avant réalisation des travaux en fonction du projet.

1.5.9 NATURE – QUALITE – PROVENANCE DES MATERIAUX - AGREMENT

Les Marques des fournitures et des produits qui sont indiquées au cours du présent CCTP ne sont pas impératives, sauf en ce qui concerne les qualités et natures exigées.

Les Marques n'étant énoncées qu'à titre de référence, toutes autres marques pourront être proposées, à qualité égale, mais ne pourront être utilisées qu'après accord de l'Architecte et du Maître de l'Ouvrage. Sauf stipulation contraire dans le CCTP des différents lots, les matériaux et produits proposés par l'Entreprise devront être normatifs et de première qualité.

Ils devront obligatoirement avoir reçu l'agrément de l'Architecte et du Maître de l'Ouvrage, après consultation du Bureau de contrôle, qui pourront exiger que des échantillons soient déposés au bureau de chantier jusqu'à la réception des ouvrages.

Les produits ou matériaux dont l'utilisation serait imposée, devront être mis en œuvre selon les prescriptions du fabricant et suivant les agréments officiels obtenus.

1.5.10. TRAVERSEE DES VOIES

Toute ouverture de voie ou de partie paysagée, provisoire ou définitive, devra se faire après accord du Maître d'œuvre.

Le responsable de cette ouverture devra la restitution de la chaussée dans l'état ou il l'aura trouvée avant les travaux.

L'Entreprise prendra toutes dispositions pour ne pas interrompre la bonne marche des autres travaux.

S'il s'agit de voies publiques, l'Entreprise devra avant tous travaux, avoir obtenu des Services de voirie compétents les autorisations nécessaires (DICT)

1.5.11. RESEAUX EXISTANTS

Si des réseaux sont découverts pendant l'exécution des travaux, l'Entrepreneur devra en aviser, par écrit, le Maître d'œuvre.

Il sera procédé à leur relevé, l'exécution des travaux, aux abords immédiats du réseau, étant suspendue.

L'Entrepreneur prendra contact avec les services Concessionnaires ou tout autre organisme pour envisager avec eux toutes les dispositions à prendre.

Toutes détériorations de réseaux et d'ouvrages seront réparées aux frais de l'Entrepreneur, sans préjudice du recours qui pourrait être exercé contre lui par l'Exploitant du réseau concerné.

Aucune modification ne pourra être réalisée sans accord écrit du Maître d'œuvre.

1 . 5 . 12 . COORDINATION DES TRAVAUX DANS L'EXECUTION

Chaque attributaire de travaux devra prendre connaissance des ouvrages de tous les corps d'état de manière à ne pas ignorer la construction générale de l'ouvrage et à exécuter son ouvrage en harmonie avec chacun de celui de ses collègues.

Tout travail non conforme au descriptif et ne pouvant s'harmoniser parfaitement avec les autres ouvrages sera refusé par le Maître d'Œuvre et remplacé par l'Entrepreneur défaillant à ses frais.

Il est bien précisé que tous les travaux seront exécutés conformément aux règlements en vigueur et en particulier aux prescriptions du CSTB, Normes, DTU et Avis Techniques tant en ce qui concerne les caractéristiques dimensionnelles, nature et qualité des matériaux, leur mise en œuvre et leur exécution.

Les Entreprises s'y engagent formellement et en portent l'entière responsabilité.

A ce titre une personne désignée par l'Entrepreneur assurera les contrôles internes de l'Entreprise.

L'attention de l'Entrepreneur est spécialement attirée sur la nécessité absolue de prévoir, dans le cadre de son organisation de chantier, pendant la durée des travaux, la protection des bâtiments et installations collatérales.

1 . 5 . 13 . ESSAIS ET RECEPTION DES EQUIPEMENTS

Au niveau des essais, l'Entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par les DTU et les règles professionnelles ainsi que les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les Entreprises effectuer au minimum avant réception, les essais et vérifications figurant sur la liste établie par le CONSUEL ou COPREC, en accord avec les Assureurs dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées.

Les frais de ces contrôles sont à la charge des Entreprises concernées.

1 . 5 . 14 . PLAN GENERAL DE COORDINATION (P .C . G)

La présente opération répond aux conditions fixées par la Loi n° 93- 1418 du 31 décembre 1993 et ses Décrets d'application.

En conséquence, Le Maître de l'Ouvrage missionne un Coordonnateur S.P.S, qui élabore un Plan Général de Coordination, remis aux Entreprises soumissionnaires dans le présent dossier de consultation.

Après une visite d'inspection commune avec le Coordonnateur, les Entreprises adjudicataires devront rédiger leur Plan Particulier de sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S) et le transmettre au Coordonnateur avant tout début d'exécution.

1 . 6 DELAIS ET PENALITES

1 . 6 . 1 DELAI D'EXECUTION

La durée globale d'exécution est de : SIX SEMAINES de préparation + SIX MOIS d'exécution.

A compter de l'Ordre de Service du Maître d'Œuvre, hors intempéries justifiées et prouvées suivant les accords régissant le classement des intempéries.

La date de levée des réserves sera prévue sur chaque Procès-Verbal de réception d'un ouvrage ou de la globalité des ouvrages.

Le délai d'exécution de chaque tâche sera fixé au calendrier général des travaux.

Avec leur remise de prix, les Entrepreneurs proposeront le délai qu'ils jugent nécessaire pour l'exécution de leurs ouvrages respectifs.

1 . 6 . 2 PENALITES

Les montants des pénalités sont définis au CCAP.

1 . 7 REGLEMENTS ACOUSTIQUE

1 . 7 . 1 REGLEMENTATION ACOUSTIQUE

Application des Articles L 111-1, L111-11- 1 et L 111-11- 2 du Code de la Construction des Articles 14-III de la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992

Règlement de construction :

Arrêté du 14. Juin 1969 modifié par arrêté du 22 décembre 1975.

Complété par : La Circulaire Ministérielle n° 72 110 du 29 juin 1972

Modifiée par la Circulaire Ministérielle n° 7941 du 23 avril 1972.

1 . 8 CLASSEMENT DU BATIMENT ET CARACTERISTIQUES

1 . 8 . 1 CLASSEMENT GENERAL DU BATIMENT

Etablissement soumis au Code du Travail.

Classement : Etablissement Industriel.

Locaux tertiaires.

V ème Catégorie

Risques moyens